

POUR UN REVENU INCONDITIONNEL D'EXISTENCE

Il est temps d'en finir avec la "valeur travail."

Le culte imbécile du turbin n'a que trop duré, il faut l'abolir ! La tâche est rude alors que la réhabilitation de la "valeur travail" est au coeur des projets politiques, à droite comme à gauche. Plus rude encore alors que l'on nous exhorte à travailler plus. Travailler plus pour sauver les retraites; travailler plus pour préserver la compétitivité de l'économie française; travailler plus pour travailler tous; travailler plus pour gagner plus... Il nous faudrait donc travailler toujours plus alors que nous travaillons déjà beaucoup trop! Nous travaillons trop, bien sûr, au regard des menus plaisirs et de l'infime satisfaction que nous tirons du turbin. Pourquoi bosser autant, pourquoi consacrer autant de temps à un boulot pénible alors que tant d'autres activités, plus plaisantes et épanouissantes s'offrent à nous ?

Mais surtout nous travaillons trop au regard de l'utilité sociale du fruit de notre besogne. Rappelons ce syllogisme élémentaire: notre société de consommation est une société de surconsommation; or toute société de consommation est une société de production; donc notre société de surconsommation est une société de surproduction. Nous consommons trop, nous produisons trop, nous travaillons trop. Et l'on voudrait réhabiliter la "valeur travail" dans notre pays de forçats ? Soyons sérieux, oublions la réhabilitation, **c'est dans l'abolition qu'est le remède.**

Abolir le travail pour libérer le chômage

Car notre société est malade du Travail. Sans Travail, pas de chômage ! C'est bien le poids écrasant du travail et la place exorbitante qu'il occupe dans notre société, qui rendent son absence si pénible aux chômeurs. Si l'on relativise son rôle, son importance dans la vie de chacun, le chômage demeure certes une absence de travail mais il n'est plus ce tragique manque d'emploi contre lequel la société se mobilise. Rappelons-le, le chômage n'est un problème que dans la mesure où le travail est considéré comme **la** solution. La "révolution laborieuse" a progressivement fait du travail un devoir. Un devoir religieux d'abord, destiné à lutter contre l'oisiveté mère de tous les vices. Un devoir civique ensuite, entérinant le contrat social capitaliste et son objectif d'accumulation de richesses sans fin ni finalité. La "valeur travail" n'est que l'expression de ce devoir inepte qu'il nous faut abolir.

Garantir le revenu

Mais abolir le Travail ne suffit pas. Encore faut-il ensuite garantir le revenu. Garantir le revenu pour libérer l'individu de la *contrainte* économique liée au travail et assurer à tous un niveau de vie décent. Garantir le revenu pour affirmer la liberté la liberté d'activité de chacun des membres de la société, reconnaître son utilité sociale et valoriser la richesse sociale qu'il contribue à créer. Garantir le revenu enfin pour en finir avec la misère acceptée et la pauvreté entretenue. Au-delà, c'est un projet anti-capitaliste qui se dessine, invitant à s'émanciper de tout impératif de croissance économique. Cet impératif qui nous pousse à travailler toujours plus pour consommer toujours trop.

Transformation et justice sociales

"Abolir le Travail, garantir le revenu", voilà, résumé en un slogan, le formidable projet de transformation sociale dont le revenu de citoyenneté est porteur. C'est une société plus juste qui doit en naître. Une société équitable rémunérant convenablement le travail en fonction de sa pénibilité. Une société du temps de travail choisi, libérée du travail inutile et de la consommation futile. "Abolir le Travail, garantir le revenu", un slogan simple et plein de promesses donc, mais dont on ne peut se satisfaire. A lui seul, le revenu de citoyenneté peut-il réellement entraîner les bouleversements nécessaires à cette transformation sociale ? Gardons-nous de réduire ce projet de société à un slogan ou une mesure politique, si précieuse soit-elle. Car le revenu de citoyenneté, seul, est insuffisant. Insuffisant, déjà, puisque son montant ne peut être "suffisant" (sous-entendu pour tous, suivant son "train de vie"). Dès lors, le revenu de citoyenneté doit s'intégrer dans une politique sociale plus large d'accès aux biens et services essentiels. Plafonnement des loyers, gratuité ou quasi-gratuité des services publics, apparaissent alors comme des mesures d'accompagnement incontournables. De plus, du fait de son impact économique et social, le revenu de citoyenneté appelle bien d'autres mesures d'accompagnement. Une politique de soutien du mouvement coopératif, l'adoption de taxes sociales et écologiques et surtout la mise en place d'une politique du temps libre visant à repenser la vie hors du travail et de la consommation sont indispensables. Ce n'est qu'accompagné de ces mesures que le revenu de citoyenneté peut être porteur de l'idéal de justice sociale dont il se réclame. L'idée si séduisante d'un revenu de citoyenneté n'a donc rien de farfelu pour peu que l'on troque un pragmatisme aboulique (manquant ou dépourvu de volonté) pour l'affirmation et la défense d'un idéalisme réaliste. Ne manque plus alors à cet idéal réaliste que la volonté politique. A nous d'en faire notre affaire.

Extrait d'un ouvrage de Baptiste Mylondo, [Ne pas perdre sa vie à la gagner, pour un revenu de citoyenneté.](#)

Revenu de citoyenneté, revenu inconditionnel d'existence, allocation universelle, de multiples formulations sont utilisées pour désigner une même perspective.